



# Qualité de vie en Europe: le bien-être subjectif

## Note de synthèse

### Introduction

Comment est-il possible d'exploiter des données relatives au bien-être subjectif, à savoir la façon dont les gens perçoivent leur qualité de vie, dans le cadre de l'élaboration des politiques? De telles données sont-elles utiles dans le cadre des défis économiques auxquels l'Europe est actuellement confrontée? Ce rapport tire de nouvelles conclusions, pertinentes aux fins de l'élaboration des politiques, de la troisième enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS) réalisée en 2011-2012 par Eurofound. Il montre comment des données sur le bien-être peuvent aider les décideurs politiques à identifier les groupes et les pays les plus durement touchés par la crise économique, ainsi que ceux qui résistent mieux que prévu, et fournit une nouvelle série d'éléments de nature à guider les lors de la prise de décisions politiques.

Ce rapport effectue des comparaisons entre les 27 États membres de l'UE de l'époque et entre les groupes présents au sein de ces derniers, afin de définir les facteurs de bien-être et les éléments qui permettraient de protéger les individus d'un faible niveau de bien-être. Il examine également l'évolution du bien-être subjectif entre 2007 et 2011, dans l'ensemble de l'UE et au sein des différents États membres. Ce rapport va au-delà de la notion de satisfaction exprimée à l'égard de la vie, pour prendre en compte un ensemble de concepts liés au bien-être subjectif, comme le bien-être hédonique (sentiments à court terme), le bien-être eudémonique (comment les individus se comportent dans leur vie) et la satisfaction par rapport à différents aspects de la vie.

### Contexte politique

Les décideurs politiques doivent avoir une idée de l'incidence réelle de la crise sur la vie des personnes. Celles-ci considèrent que la crise a creusé les inégalités et touché davantage les catégories de la société qui sont déjà vulnérables. Les données sur le bien-être confirment-elles cette impression?

Nombreux sont ceux qui affirment que de nouveaux indicateurs font partie des mesures nécessaires pour contribuer à sortir de la crise actuelle et éviter qu'une autre crise ne survienne à l'avenir. La communication de la Commission européenne «Le PIB et au-delà – Mesurer le progrès dans un monde en mutation», publiée en 2009, préconise une conception plus holistique des méthodes

de mesure, notamment en ce qui concerne la mesure du bien-être, et recommande de prendre davantage en considération la répartition des ressources et des résultats entre les différents groupes économiques et sociaux, ainsi qu'entre les régions. Les données de l'EQLS constituent de précieux outils dans le cadre d'un tel débat.

### Principales conclusions

C'est dans les pays sociaux-démocrates d'Europe du Nord (Danemark, Finlande, Pays-Bas et Suède) que le niveau de bien-être est le plus élevé, tandis que la Bulgarie, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie et la Roumanie affichent les niveaux les plus bas. S'il est vrai que le bien-être est lié au PIB par habitant, plusieurs pays obtiennent pourtant de meilleurs scores que ceux projetés sur la seule base de leur PIB.

Presque tous les pays accusent un faible niveau de bien-être pour au moins un des critères de mesure. Malgré un niveau de bien-être globalement élevé, le Royaume-Uni, par exemple, présente les plus mauvais résultats en matière de vitalité et de sentiment d'appartenance à un quartier. L'Estonie et la Lettonie, quant à elles, sont classées dernières en ce qui concerne la satisfaction par rapport à la santé.

Les catégories de la population qui se démarquent par leur faible niveau de bien-être comprennent les personnes souffrant de maladie ou de handicap, les chômeurs, les personnes divorcées ou séparées et les individus d'âge moyen (35-49 ans).

Chypre, la Hongrie et la Roumanie affichent les niveaux les plus élevés d'inégalité globale en matière de bien-être, suivies de près par l'Allemagne et le Royaume-Uni. L'analyse a permis de déterminer quelles inégalités, en termes de bien-être, étaient les plus marquées dans différents pays. Par exemple, la différence de bien-être la plus notable entre les personnes à revenu élevé et celles à faible revenu a été enregistrée en Bulgarie, tandis que Chypre, le Portugal et la Roumanie présentaient les plus grandes disparités entre les sexes.

Si la satisfaction à l'égard de la vie a légèrement progressé entre 2007 et 2011, le bonheur a diminué et le sentiment d'exclusion sociale s'est accru, trahissant une réelle stagnation du bien-être pendant la crise. Il

est important de signaler qu'il existe différentes tendances régionales. Ainsi, les progressions observées dans les États ayant récemment adhéré à l'UE, tels que la Bulgarie et la Roumanie, font grimper la moyenne européenne.

Les améliorations des niveaux de bien-être, en particulier dans les États baltes, en Irlande, en Europe du Sud et au Royaume-Uni, ont profité aux individus se situant dans les quartiles de revenu les plus élevés. À l'inverse, ce sont les personnes appartenant au quartile de revenu inférieur qui ont souffert des diminutions les plus marquées des niveaux de bien-être.

Les indicateurs de bien-être les plus importants étaient la privation matérielle, la santé, l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée et le manque de temps, ainsi que la satisfaction vis-à-vis des services publics.

Ces indicateurs variaient en fonction du critère de mesure utilisé. Par exemple, si l'indicateur de solitude le plus important était le veuvage, le principal indicateur de stress était l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée.

Les indicateurs variaient également entre les groupes de pays utilisés dans cette étude. La santé représentait le facteur majeur de satisfaction à l'égard de la vie dans le groupe social-démocrate, tandis que la satisfaction vis-à-vis des services publics constituait le deuxième facteur d'importance en Europe du Sud.

L'analyse détaillée a révélé certains résultats étonnants.

- Les aspects sociaux de la privation, comme le fait de ne pas pouvoir inviter des gens chez soi, occupaient une place prépondérante dans l'indice de privation créé dans le cadre de l'enquête.
- En matière de logement, l'effet le plus négatif sur la satisfaction à l'égard de la vie résidait dans le fait de ne pas être certain de pouvoir rester dans sa maison.
- Les contrats de travail temporaire de moins de douze mois avaient une influence particulièrement négative sur la satisfaction à l'égard de la vie, alors que ceux de douze mois ou plus n'avaient aucun effet négatif notable.
- Les contacts directs avec des amis influençaient sensiblement le bien-être, tandis que les contacts indirects (par téléphone ou par courriel) n'avaient pratiquement pas d'incidence positive.
- Lorsque les autres facteurs sont pris en considération, les habitants des zones rurales présentent un meilleur niveau de bien-être que ceux des zones urbaines.

## Orientations politiques

Les données soulignent la nécessité d'accorder une attention particulière à plusieurs groupes, comme les personnes souffrant de maladie ou de handicap, les chômeurs et les individus d'âge moyen. Elles signalent également la situation alarmante dans laquelle se trouvent plusieurs pays caractérisés par un niveau de bien-être faible ou en recul – l'Estonie, la Grèce et la Suède accusent toutes un net déclin.

Il est possible de tirer des leçons positives de certains pays. En dehors des habituels bons résultats des pays scandinaves, la Pologne affiche un niveau de satisfaction à l'égard de la vie plus élevé que bon nombre de ses voisins et l'Espagne (du moins, en 2011) semblait tenir le coup, malgré la crise, en termes de bien-être moyen et de faible niveau d'inégalités en matière de bien-être.

Dans la perspective d'une augmentation du bien-être, les données indiquent clairement quelles sont les priorités politiques: réduction de la pauvreté et des privations, lutte contre le chômage, intégration des personnes handicapées, recherche d'un équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée et maintien de services publics de qualité. Ces données mettent aussi en évidence l'importance de préserver les relations et les réseaux sociaux. Cela nécessite, notamment, de prendre en compte les conséquences imprévues découlant d'une mobilité géographique professionnelle accrue, ou encore la détérioration de la cohésion sociale et de la confiance associée à une montée en puissance des inégalités.

Les conditions de travail influencent le bien-être. Le fait d'offrir un contrat à durée indéterminée à des employés disposant de contrats de courte durée aurait un impact plus important sur le niveau de bien-être que le fait d'embaucher des chômeurs sous contrat de courte durée. Une réduction du surmenage permettrait également d'améliorer le bien-être.

Les autorités locales des zones urbaines pourraient se tourner vers les zones rurales pour déterminer quelles sont les conditions qui y favorisent le bien-être. La dimension communautaire et la facilité d'accès aux espaces verts jouent probablement un rôle. Dans le même temps, dans les zones rurales, l'accent devrait être mis sur des politiques qui garantissent des possibilités d'emploi permettant aux habitants de vivre dans ces régions.

L'activité physique contribue au bien-être. Entre autres interventions visant à agir sur cette composante, il convient de mieux intégrer l'activité physique dans les programmes scolaires et d'offrir plus de possibilités de déplacement actif.

Toutes les personnes interrogées considèrent que l'endettement nuit au bien-être, mais il affecte plus particulièrement les personnes à faible revenu, ce qui souligne la nécessité de mettre en place des mesures de protection.

### Informations complémentaires

Le rapport *Third European Quality of Life Survey – Quality of life in Europe: Subjective well-being* (Troisième enquête européenne sur la qualité de vie – Qualité de vie en Europe: le bien-être subjectif) est disponible à l'adresse suivante:  
<http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef1359.htm>

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter Daphne Ahrendt, directrice de la recherche, à l'adresse [dap@eurofound.europa.eu](mailto:dap@eurofound.europa.eu)